
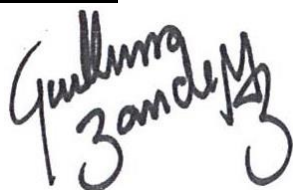


CONSTAT DE LA PREMIERE ETAPE DE L'EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITEES APRES TRAVAUX DE TRAITEMENT DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

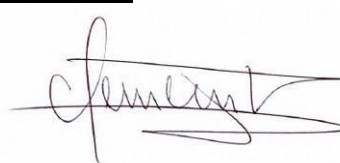
Référence rapport	56637-1	Commande : BDC02939 du 08/02/2024	
Adresse du site	31, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE		
Type	Immeuble de bureaux		
Chantier / Zone(s) de retrait	MJA CNRS - JOSEPH AIGUIER / Zone 1 - Aile Ouest		
Date de construction / Permis de construire	Avant 1997		
Localisation	Bât : C - MJA / CNRS Etage : RDC au R+3		
N° de lot(s) copropriété	Q7744		
Références client	Immeuble : CNRS-Bâtiment C		

Propriétaire	CNRS - Délégation Provence & Corse / STL - Services Techniques et Logistiques 31 Chemin Joseph Aiguier - CS 70071 13402 MARSEILLE Cedex 09
Donneur d'ordre	CNRS Campus Joseph Aiguier 31, Chemin Joseph Aiguier, 13009 Marseille 9e
Maître d'œuvre	Sans Objet (absence/non constatation de Maîtrise d'œuvre sur l'opération)
Entreprise de travaux de retrait de MPCA	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Opérateur d'examen visuel	BANDE Guillermo - Certification n° CPDI 6477 Délivrée par ICERT - Parc Edonia - Bat G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Gregoire - Date de validité : 30/08/2029
Date(s) des opérations d'examen visuel	09/02/2024 à 9h30
Date du rapport	09/02/2024

Rédacteur : BANDE Guillermo



Vérificateur : CLEMENT Jean-Michel





Historique des mises à jour		
Date	Objet	Modifications
09/02/2024	Création rapport	Sans objet

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A. Conclusion.....	3
B. Contexte de réalisation de l'examen visuel	3
1. Documents fournis.....	3
2. Conditions d'accompagnement	3
C. Zones examinées – Réserves et observations.....	4
1. Liste des zones et locaux examinés.....	4
2. Zones et locaux non visités	4
3. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission	4
4. Constatations diverses	4
D. Examen détaillé	5
1. Critères de conformité	5
2. Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés	6
E. Planche photos	9
F. Conditions générales de la mission	10
1. Objet et procédure de la mission.....	10
2. Limite de mission et de responsabilité	10
3. Références réglementaires et normatives.....	10
G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.	11

Annexe : Cartographie des zones et secteurs d'examen visuel



A. Conclusion

Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ;

Les références des matériaux indiquées dans le présent rapport sont issues du ou des rapport(s) de repérage suivants :

- Rapport de repérage n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NiceDiagnostic le 15/05/2023

Périmètre de la zone de traitement :

- Les zones examinées dans ce rapport sont celles qui ont fait l'objet des plans et schémas des surfaces à traiter ainsi que du plan de retrait ou d'encapsulage fournis par le donneur d'ordre, à savoir :

Zone	Matériau traité	Référence mat.	Quantités
Zone 1 : AILE OUEST RDC, R+1, R+2 et R+3	Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)	158, 159, 266,222,225,226, 231, 233,276,224,229,327...	1676m²
	Retrait de conduit fibres-ciment (MPCA)	136, 137, 138, 139, 140, 141...	67ml
	Retrait de colle ciment de plinthes (MPCA)	092, 152, 286...	121ml
	Retrait de linoléum + colle (MPCA)	032	40m²

Observations :

- Le présent examen visuel a été réalisé en tant que 1^{ère} étape, avant repli du confinement par l'entreprise.
- Aucune action corrective n'a été émise à l'issue de l'examen, la zone ne présentant pas de non-conformité (ex : présence de matériau toujours en place prévu dans les plans des surfaces à traiter ou le plan de retrait...).
- L'ensemble de la zone présentait un niveau de propreté correct, sans poussières en dépôt ou suspension.

B. Contexte de réalisation de l'examen visuel

1. Documents fournis

Les documents cochés ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre, son représentant ou l'entreprise, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Contrat d'examen visuel et son éventuel CCTP
- ☒ Rapport de repérage amiante avant travaux n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NiceDiagnostic le 15/05/2023
- ☐ Dossier technique « Amiante »
- ☒ Les plans ou schémas des surfaces à traiter
- ☐ Contrat/CCTP de travaux et ses annexes et éventuels avenants
- ☒ Plan de retrait des MPCA référence : N°P2023122103R par la société Ecolex le (date non constatée)
- ☐ Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise
- ☐ Rapport de mesure d'empoussièrement de la zone de retrait objet de l'examen visuel

2. Conditions d'accompagnement

Les intervenants cochés ci-dessous étaient présents pendant la durée de notre intervention, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Entreprise de travaux : Chef de chantier ECOLEX – Monsieur DIBI
- ☐ Maître d'œuvre : /
- ☐ Autre : /
- ☐ Pas d'accompagnateur



C. Zones examinées – Réserves et observations

1. Liste des zones et locaux examinés

ZONE 1 – AILE OUEST

Du RDC au R+3

2. Zones et locaux non visités

Locaux non visités	Justification
NEANT	

3. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission

- NEANT

4. Constatations diverses

- Le périmètre de la zone de retrait consiste en 1 zone et 4 secteurs détaillés au regard de la nature et de l'étendue des MPCA à traiter conformément aux préconisations de la norme NF X 46-021 (cf. tableaux au paragraphe F.1).
- Suite à notre passage sur site, le chef de chantier monsieur DIBI nous a informé qu'à la demande du propriétaire, l'ordre des travaux de retrait des MPCA a été modifié malgré l'absence d'un avenant du plan de retrait, la zone numero 1 correspond à la zone numero 2 du plan de retrait de Ecolex.
Actuellement la ZONE 1 correspond à l'Aile Ouest et la ZONE 2 à l'aile Est



D. Examen détaillé

1. Critères de conformité

Les critères de conformités sont définis dans le paragraphe 5 de la norme NF X 46-021.

Le constat de l'examen visuel réalisé porte sur l'état des surfaces traitées après travaux de retrait ou sur la mise en œuvre du procédé d'encapsulage retenu. Ce constat s'appuie sur les catégories de constat suivantes détaillées ci-dessous.

❖ Cas des travaux de retrait

Catégories de constat

Constat 1 : absence de surface traitée (retrait du MPCA et de son support) ;

Constat 2 : absence de résidus de MPCA ;

Constat 3 : présence de résidus incrustés de MPCA (ponctuels ou non) ;

Constat 4 : présence de résidus libres de MPCA ;

Constat 5 : présence de MPCA non traité alors qu'il aurait dû l'être.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Classe de la surface traitée	Conforme	Non Conforme
SD : MPCA et son support déposés	1	5
A1 : support lisse à surface continue	2	4 ou 5
A2 : support lisse à surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5
B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	2 ou 3	4 ou 5
B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5

❖ Cas des travaux d'encapsulage

Catégories de constat

Constat 6 : application sur la totalité de la surface à traiter et, le cas échéant, protections jointives et jointoyées ;

Constat 7 : non-application sur tout ou partie de la surface à traiter et, le cas échéant, protections non-jointives ou non-jointoyées en tout ou partie.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Procédé d'encapsulage	Conforme	Non Conforme
E1 : encoffrement	6	7
E2 : doublage	6	7
E3 : fixation par revêtement	6	7
E4 : imprégnation	6	7



2. Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés

Zone 1 – AILE OUEST RDC											
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)						Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)			Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	Procédé d'encapsulage	6 Traitement terminé	7 Traitement non terminé	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés A1 : support lisse à surface continue B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue A2 : support lisse à surface discontinue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue E1 : encoffrement E2 : doublage E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation											
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :											
Néant											

Zone 1 – AILE OUEST R+1											
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)						Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)			Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	Procédé d'encapsulage	6 Traitement terminé	7 Traitement non terminé	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés A1 : support lisse à surface continue B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue A2 : support lisse à surface discontinue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue E1 : encoffrement E2 : doublage E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation											
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :											
Néant											

Zone 1 – AILE OUEST R+2											
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)						Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)			Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	Procédé d'encapsulage	6 Traitement terminé	7 Traitement non terminé	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Colle ciment de plinthes	Murs béton armé	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Conduit fibres-ciment	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher haut	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas - murs/ canalisations métalliques	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés A1 : support lisse à surface continue B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue E1 : encoffrement A2 : support lisse à surface discontinue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue E2 : doublage E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation											
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :											
Néant											

Zone 1 – AILE OUEST R+3											
MPCA	Éléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)						Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)			Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	Procédé d'encapsulage	6 Traitement terminé	7 Traitement non terminé	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huissieries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Conduit fibres-ciment	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas - murs/ canalisations métalliques	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Lino + colle	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/huissieries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue								B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue		E1 : encoffrement E2 : doublage E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation	
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :											
Néant											



E. Planche photos

Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)



Retrait de conduit fibres-ciment (MPCA)



Retrait de colle ciment de plinthes (MPCA)



Retrait de linoléum + colle (MPCA)





F. Conditions générales de la mission

1. Objet et procédure de la mission

- Notre mission consiste à procéder à un examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante, externe à l'entreprise, mandaté par le Donneur d'Ordre des Travaux. L'examen objet du présent correspond à la première étape de l'examen visuel c'est-à-dire avant dépose du confinement et après l'autocontrôle de l'entreprise de travaux.
- Modalités de la première étape de l'examen visuel :

Une visite générale initiale porte sur l'ensemble de la zone de traitement, visant à déceler la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débris de MPCA. Elle permet de s'assurer que des MPCA ou des surfaces revêtues de MPCA n'ont pas été oubliés et que le nettoyage de la zone confinée a été effectué. Cette visite permet également de dresser la liste des éléments constructifs homogènes à examiner.

L'examen visuel doit être réalisé sur des surfaces sèches et sans aucun fixateur.

L'examen visuel est, sauf impossibilité technique, réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité. Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre moyen de vision indirecte sera utilisé.

L'examen détaillé est effectué dans des secteurs représentatifs des surfaces traitées définis par l'opérateur pour tenir compte des surfaces présentant un risque de présence de résidus plus importants, de chaque composant de construction homogène de la surface traitée, et d'un échantillonnage de fractions permettant de respecter les exigences minimales figurant dans les tableaux ci-dessous. Un secteur n'a pas de taille imposée.

La surface de la zone et l'étendue des MPCA traités prises en compte sont celles figurant dans les documents fournis par le donneur d'ordre (plans et schémas des surfaces à traiter, plan de retrait ou d'encapsulation, ...) :

Fractionnement par surface	
Surface traitée, en m²	Fraction
De 0 à 200	La totalité
De 201 à 500	2 secteurs de 100 m²
De 501 à 1000	4 secteurs de 100 m²
Au-delà de 1000	5 secteurs de 100 m² et un secteur supplémentaire de 100 m² par tranche de 500 m² au-delà de 1 000 m²

Fractionnement par longueur	
Longueur en m	Fraction
De 0 à 30	La totalité
De 31 à 50	3 tronçons de 10 m
De 51 à 100	5 tronçons de 10 m
Au-delà de 100	5 tronçons de 10 m et un tronçon supplémentaire de 10 m par tranche de 100 m

Fractionnement par unité	
Unité	Fraction
Quel que soit le nombre d'éléments unitaires	La totalité des éléments

L'opérateur d'examen visuel enregistre dans une fiche de constat l'état de conformité des éléments constructifs de chaque secteur.

L'opération d'examen visuel ne s'arrête pas dès qu'un secteur est déclaré non conforme mais l'identification d'un secteur non conforme entraîne la non-conformité de l'ensemble de la zone de traitement.

2. Limite de mission et de responsabilité

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti ou de l'ouvrage pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage. L'opérateur a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité et uniquement les zones concernées par les travaux et définies par le donneur d'ordre.
- Les quantités indiquées dans le rapport sont des ordres de grandeur estimés. Ainsi, la responsabilité de QUALITAT EXPERTISES ne saurait être engagée si ces quantités ne correspondaient pas aux quantités réelles présentes ou traitées sur l'ouvrage.
- Cette mission n'est pas une prestation de contrôle au sens de la NF P 03-100. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises est celle d'un prestataire de services, assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée, dans le cadre de la mission confiée, pour une mauvaise conception ou exécution en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises ne se substitue pas aux responsabilités incombant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au chef d'établissement ou à l'entreprise de travaux. Cette dernière garde une responsabilité entière sur les mesures relatives à la protection de son personnel.
- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

3. Références réglementaires et normatives

- NORME AFNOR NF X 46-021 de septembre 2021 (contenu, méthodologie et modalités de réalisation des missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante)
- Code de la santé publique en vigueur (notamment article R 1334-29-3)



G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

132 RUE BOSSUET

69006 LYON

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite

110 56 6202312 08

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2



- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011

- Recherche de plomb dans l'eau

- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments conformément au décret 2021-821 du 25/06/2021 ;

A l'exclusion de - toute immixtion en maîtrise d'œuvre ou préconisation technique portant sur des ouvrages visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil ; des missions de contrôle technique visées par le Code de la Construction et de l'Habitation ; des missions relevant de bureau d'études pour les ouvrages relevant des articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie

- Etude Capacitaire

- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 8 décembre 2023

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Guillermo BANDE**, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat **I-CERT**
- N° de certificat **CPDI 6477 Version 005**
- Certificats délivrés jusqu'au :
 1. Amiante mention : **30/08/2029**
 2. Amiante sans mention : **30/08/2029**
 3. CREP : **27/03/2030**
 4. Termites : **27/06/2030**

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à SALON DE PROVENCE

Le 12/09/2023

Signature



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI6477 Version 005

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BANDE MAZAR-BARNETT Guillermo

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 31/08/2022 - Date d'expiration : 30/08/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 31/08/2022 - Date d'expiration : 30/08/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 28/03/2023 - Date d'expiration : 27/03/2030
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 28/06/2023 - Date d'expiration : 27/06/2030

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valable à partir du 28/06/2023.

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18

ANNEXE

CARTOGRAPHIE DES ZONES ET SECTEURS D'EXAMEN VISUEL

Les informations notées sur les cartographies comprennent au plus :

- **Les zones et secteurs :**

Les zones sont délimitées par des traits continus de couleur (cf. légende)

Les secteurs, s'ils existent, sont délimités par des traits discontinus de couleur (cf. légende)

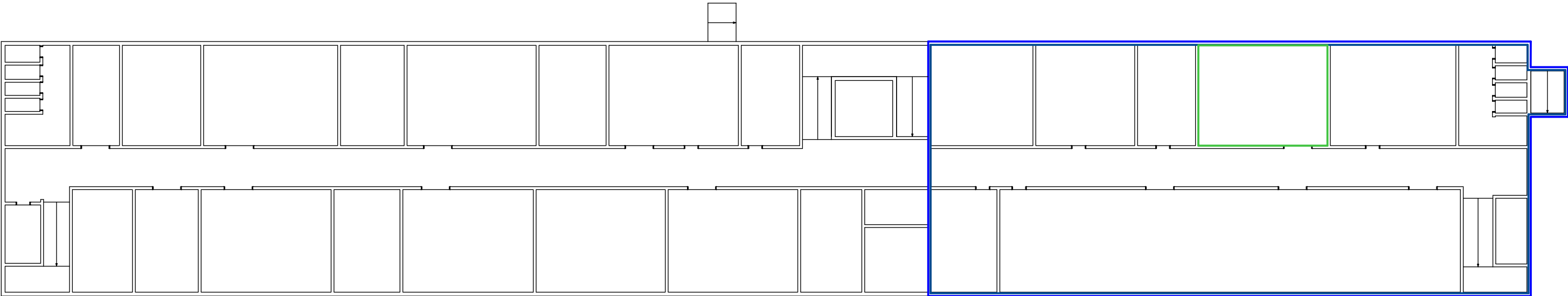
- **Les matériaux ayant fait l'objet d'un traitement (retrait, encapsulage) ou en place :**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs selon leur statut (cf. légende)

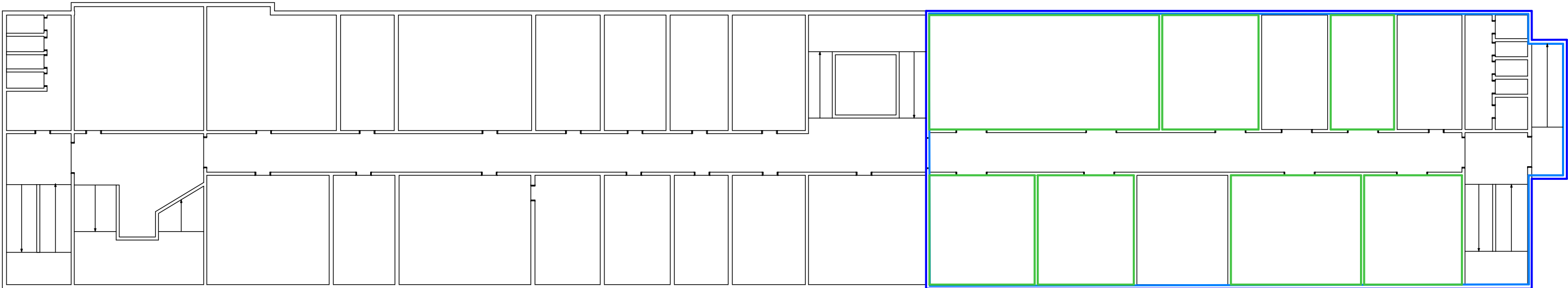
- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones grisées (cf. légende)

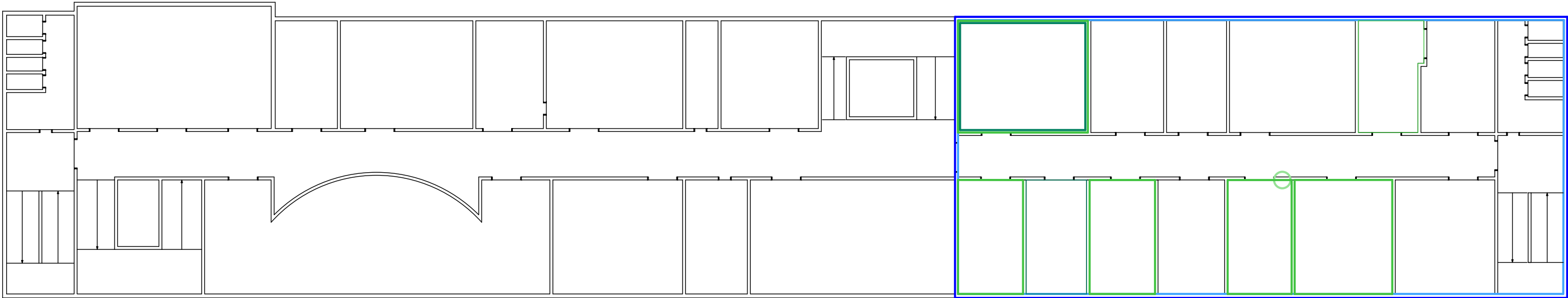
ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		1	






ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		2	

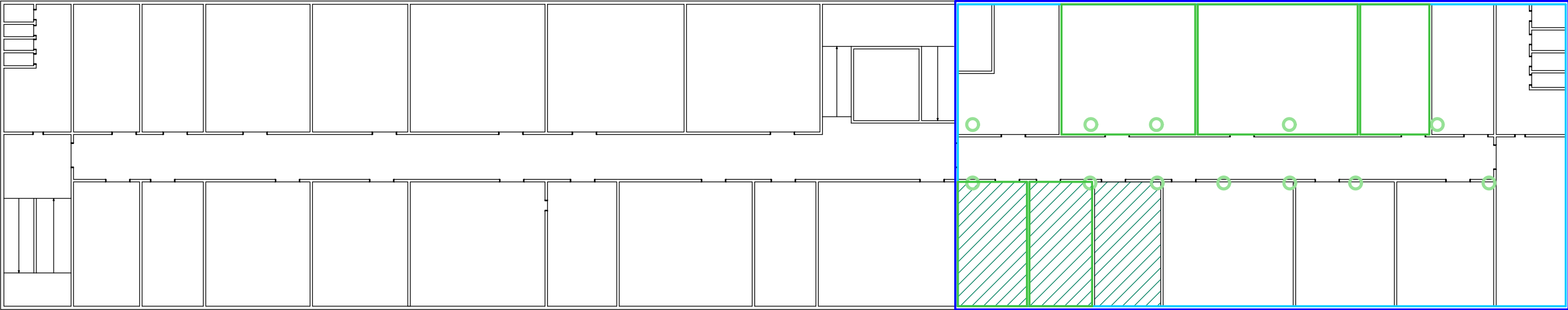


ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		3	




MPCA ET MPSCA DÉPOSÉS PAR L'ENTREPRISE DE DÉSAMIANTAGE		
Type	Descriptif	Légende
Enduit	Enduit mural platreux	
Colle	Colle ciment de plinthe	
Conduit	Conduit fibres ciment	

ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		4	



CONSTAT DE LA PREMIERE ETAPE DE L'EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITEES APRES TRAVAUX DE TRAITEMENT DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

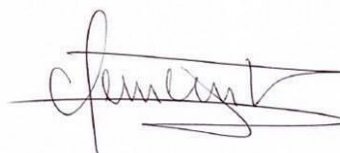
Référence rapport	56637-2	Commande : BDC02939 du 08/02/2024	
Adresse du site	31, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE		
Type	Immeuble de bureaux		
Chantier / Zone(s) de retrait	MJA CNRS - JOSEPH AIGUIER / Zone 2 - Aile Est		
Date de construction / Permis de construire	Avant 1997		
Localisation	Bât : C - MJA / CNRS Etage : RDC au R+3		
N° de lot(s) copropriété	Q7744		
Références client	Immeuble : CNRS-Bâtiment C		

Propriétaire	CNRS - Délégation Provence & Corse / STL - Services Techniques et Logistiques 31 Chemin Joseph Aiguier - CS 70071 13402 MARSEILLE Cedex 09
Donneur d'ordre	CNRS Campus Joseph Aiguier 31, Chemin Joseph Aiguier, 13009 Marseille 9e
Maître d'œuvre	Sans Objet (absence/non constatation de Maîtrise d'œuvre sur l'opération)
Entreprise de travaux de retrait de MPCA	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Opérateur d'examen visuel	HENTZEN-FORESTIER Julien - Certification n° CPDI 5493 Délivrée par ICERT - Parc Edonia - Bat G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Gregoire - Date de validité : 27/11/2024
Date(s) des opérations d'examen visuel	06/03/2024 à 15h30
Date du rapport	07/03/2024

Rédacteur : HENTZEN-FORESTIER Julien



Vérificateur : CLEMENT Jean-Michel





Historique des mises à jour		
Date	Objet	Modifications
06/03/2024	Création rapport	Sans objet

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A.	Conclusion.....	3
B.	Contexte de réalisation de l'examen visuel	4
1.	Documents fournis	4
2.	Conditions d'accompagnement	4
C.	Zones examinées – Réserves et observations.....	5
1.	Liste des zones et locaux examinés	5
2.	Zones et locaux non visités	5
3.	Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission.....	5
4.	Constatations diverses.....	5
D.	Examen détaillé	6
1.	Critères de conformité.....	6
2.	Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés.....	7
E.	Planche photos	11
F.	Conditions générales de la mission	13
1.	Objet et procédure de la mission	13
2.	Limite de mission et de responsabilité.....	13
3.	Références réglementaires et normatives	13
G.	Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.	14

Annexe : Cartographie des zones et secteurs d'examen visuel



A. Conclusion

Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme avec Remarque(s) selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ;

Les références des matériaux indiquées dans le présent rapport sont issues du ou des rapport(s) de repérage suivants :

- Rapport de repérage n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NiceDiagnostic le 15/05/2023

Périmètre de la zone de traitement :

- Les zones examinées dans ce rapport sont celles qui ont fait l'objet des plans et schémas des surfaces à traiter ainsi que du plan de retrait ou d'encapsulage fournis par le donneur d'ordre, à savoir :

Zone	Matériau traité	Référence mat.	Quantités
Zone 2 : AILE EST RDC, R+1, R+2 et R+3	Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)	252, 253, 256, 258, 218, 270 à 274, 049, 220, 048, 323, 221, 275, 047, 046, 278, 283, 284, 285, 298, 159, 158, 160, 301, 162, 242, 243, 336, 244	1676m²
	Retrait de conduit fibres-ciment (MPCA)	127, 128, 131, 136 à 144	67ml
	Retrait de colle ciment de plinthes (MPCA)	368, 387, 384, 385, 151, 152, 368, 384, 385, 387, 284, 285,	121ml
	Retrait de linoléum + colle (MPCA)	179	40m²

Remarque(s) :

- Les réserves ponctuelles et non répétitives détaillées ci-dessous devront faire l'objet de reprises avant la seconde étape de l'examen visuel :
 - Résidu ponctuel de colle de plinthe dans le local : R+3 / M158 et R+2 / M236.

Observations :

- Le présent examen visuel a été réalisé en tant que 1^{ère} étape, avant repli du confinement par l'entreprise.
- L'ensemble de la zone présentait un niveau de propreté correct, sans poussières en dépôt ou suspension.



B. Contexte de réalisation de l'examen visuel

1. Documents fournis

Les documents cochés ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre, son représentant ou l'entreprise, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Contrat d'examen visuel et son éventuel CCTP
- ☒ Rapport de repérage amiante avant travaux n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisé par NICEDIAGNOSTIC le 15/05/2023
- ☐ Dossier technique « Amiante »
- ☒ Les plans ou schémas des surfaces à traiter
- ☐ Contrat/CCTP de travaux et ses annexes et éventuels avenants
- ☒ Plan de retrait des MPCA référence : N°P2023122103R par la société ECOLEX le 21/12/2023.
- ☐ Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise
- ☐ Rapport de mesure d'empoussièrement de la zone de retrait objet de l'examen visuel

2. Conditions d'accompagnement

Les intervenants cochés ci-dessous étaient présents pendant la durée de notre intervention, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Entreprise de travaux : Chef de chantier ECOLEX – Monsieur DIBI
- ☐ Maître d'œuvre : /
- ☐ Autre : /
- ☐ Pas d'accompagnateur



C. Zones examinées – Réserves et observations

1. Liste des zones et locaux examinés

ZONE 2 – AILE EST

Du RDC au R+3

2. Zones et locaux non visités

Locaux non visités	Justification
NEANT	

3. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission

- NEANT

4. Constatations diverses

- Le périmètre de la zone de retrait consiste en 1 zone et 4 secteurs détaillés au regard de la nature et de l'étendue des MPCA à traiter conformément aux préconisations de la norme NF X 46-021 (cf. tableaux au paragraphe F.1).
- Suite à notre passage sur site, le chef de chantier monsieur DIBI nous a informé qu'à la demande du propriétaire, l'ordre des travaux de retrait des MPCA a été modifié malgré l'absence d'un avenant du plan de retrait, la zone numero 1 correspond à la zone numero 2 du plan de retrait de Ecolex.

Actuellement la ZONE 1 correspond à l'Aile Ouest et la ZONE 2 à l'aile Est



D. Examen détaillé

1. Critères de conformité

Les critères de conformités sont définis dans le paragraphe 5 de la norme NF X 46-021.

Le constat de l'examen visuel réalisé porte sur l'état des surfaces traitées après travaux de retrait ou sur la mise en œuvre du procédé d'encapsulage retenu. Ce constat s'appuie sur les catégories de constat suivantes détaillées ci-dessous.

❖ Cas des travaux de retrait

Catégories de constat

Constat 1 : absence de surface traitée (retrait du MPCA et de son support) ;

Constat 2 : absence de résidus de MPCA ;

Constat 3 : présence de résidus incrustés de MPCA (ponctuels ou non) ;

Constat 4 : présence de résidus libres de MPCA ;

Constat 5 : présence de MPCA non traité alors qu'il aurait dû l'être.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Classe de la surface traitée	Conforme	Non Conforme
SD : MPCA et son support déposés	1	5
A1 : support lisse à surface continue	2	4 ou 5
A2 : support lisse à surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5
B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	2 ou 3	4 ou 5
B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5

❖ Cas des travaux d'encapsulage

Catégories de constat

Constat 6 : application sur la totalité de la surface à traiter et, le cas échéant, protections jointives et jointoyées ;

Constat 7 : non-application sur tout ou partie de la surface à traiter et, le cas échéant, protections non-jointives ou non-jointoyées en tout ou partie.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Procédé d'encapsulage	Conforme	Non Conforme
E1 : encoffrement	6	7
E2 : doublage	6	7
E3 : fixation par revêtement	6	7
E4 : imprégnation	6	7



2. Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés

Zone 2 – Aile Est RDC (niveau 00)													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Colle ciment de plinthe	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Murs en maçonnerie	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Conduit fibres-ciment	Colliers de maintien en métal	A1	-	X									CONFORME
	Plancher bas	B1	-	X									CONFORME
	Plancher haut	B1	-	X									CONFORME
SD : MPCA et support déposés		A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue					E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation		
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :													
Néant													



Zone 2 – Ailes EST R+1 (niveau 01)													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Colle ciment de plinthe	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Murs en maçonnerie	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Conduit fibres-ciment	Colliers de maintien en métal	A1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher haut	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés		A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue					E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation		
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :													
Néant													



Zone 2 – Aile EST R+2 (niveau 02)													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Colle ciment de plinthe	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
	Murs en maçonnerie	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
	Murs béton armé	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
Conduit fibres-ciment	Colliers de maintien en métal	A1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher haut	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés		A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue					E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation		
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :													
Présence de résidu ponctuel et non répétitif de colle ciment de plinthe dans le local : R+2 / M236. Ce matériau devra faire l'objet d'une reprise avant la seconde étape de l'examen visuel.													





Zone 2 – Ailes EST R+3 (niveau 03)													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)	
Enduit mural plâtreux	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs-plancher/haut	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Colle ciment de plinthe	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
	Jonctions murs/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Murs en maçonnerie	B2	-	-	-	-	-	X	-	-	-	-	REMARQUE
	Murs béton armé	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Conduit fibres-ciment	Colliers de maintien en métal	A1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Plancher haut	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
Lino + colle	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/mur	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
	Jonctions plancher bas/huisseries	B2	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés		A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue					E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation		
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :													
Présence de résidu ponctuel et non répétitif de colle ciment de plinthe dans le local : R+3 / M158. Ce matériau devra faire l'objet d'une reprise avant la seconde étape de l'examen visuel.													



E. Planche photos

Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)	Retrait du conduit fibres-ciment (MPCA)
	
Retrait de colle ciment de plinthe (MPCA)	Retrait de conduit fibres-ciment (MPCA)
	
Retrait de linoléum + colle (MPCA)	
	



Présence de résidu ponctuel et non répétitif de colle ciment de plinthe – R+2/M236 (MPCA)	Présence de résidu ponctuel et non répétitif de colle ciment de plinthe - R+3/M158 (MPCA)
	



F. Conditions générales de la mission

1. Objet et procédure de la mission

- Notre mission consiste à procéder à un examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante, externe à l'entreprise, mandaté par le Donneur d'Ordre des Travaux. L'examen objet du présent correspond à la première étape de l'examen visuel c'est-à-dire avant dépose du confinement et après l'autocontrôle de l'entreprise de travaux.
- Modalités de la première étape de l'examen visuel :

Une visite générale initiale porte sur l'ensemble de la zone de traitement, visant à déceler la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débris de MPCA. Elle permet de s'assurer que des MPCA ou des surfaces revêtues de MPCA n'ont pas été oubliés et que le nettoyage de la zone confinée a été effectué. Cette visite permet également de dresser la liste des éléments constructifs homogènes à examiner.

L'examen visuel doit être réalisé sur des surfaces sèches et sans aucun fixateur.

L'examen visuel est, sauf impossibilité technique, réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité. Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre moyen de vision indirecte sera utilisé.

L'examen détaillé est effectué dans des secteurs représentatifs des surfaces traitées définis par l'opérateur pour tenir compte des surfaces présentant un risque de présence de résidus plus importants, de chaque composant de construction homogène de la surface traitée, et d'un échantillonnage de fractions permettant de respecter les exigences minimales figurant dans les tableaux ci-dessous. Un secteur n'a pas de taille imposée.

La surface de la zone et l'étendue des MPCA traités prises en compte sont celles figurant dans les documents fournis par le donneur d'ordre (plans et schémas des surfaces à traiter, plan de retrait ou d'encapsulation, ...) :

Fractionnement par surface	
Surface traitée, en m²	Fraction
De 0 à 200	La totalité
De 201 à 500	2 secteurs de 100 m²
De 501 à 1000	4 secteurs de 100 m²
Au-delà de 1000	5 secteurs de 100 m² et un secteur supplémentaire de 100 m² par tranche de 500 m² au-delà de 1 000 m²

Fractionnement par longueur	
Longueur en m	Fraction
De 0 à 30	La totalité
De 31 à 50	3 tronçons de 10 m
De 51 à 100	5 tronçons de 10 m
Au-delà de 100	5 tronçons de 10 m et un tronçon supplémentaire de 10 m par tranche de 100 m

Fractionnement par unité	
Unité	Fraction
Quel que soit le nombre d'éléments unitaires	La totalité des éléments

L'opérateur d'examen visuel enregistre dans une fiche de constat l'état de conformité des éléments constructifs de chaque secteur.

L'opération d'examen visuel ne s'arrête pas dès qu'un secteur est déclaré non conforme mais l'identification d'un secteur non conforme entraîne la non-conformité de l'ensemble de la zone de traitement.

2. Limite de mission et de responsabilité

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti ou de l'ouvrage pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage. L'opérateur a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité et uniquement les zones concernées par les travaux et définies par le donneur d'ordre.
- Les quantités indiquées dans le rapport sont des ordres de grandeur estimés. Ainsi, la responsabilité de QUALITAT EXPERTISES ne saurait être engagée si ces quantités ne correspondaient pas aux quantités réelles présentes ou traitées sur l'ouvrage.
- Cette mission n'est pas une prestation de contrôle au sens de la NF P 03-100. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises est celle d'un prestataire de services, assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée, dans le cadre de la mission confiée, pour une mauvaise conception ou exécution en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises ne se substitue pas aux responsabilités incombant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au chef d'établissement ou à l'entreprise de travaux. Cette dernière garde une responsabilité entière sur les mesures relatives à la protection de son personnel.
- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

3. Références réglementaires et normatives

- NORME AFNOR NF X 46-021 de septembre 2021 (contenu, méthodologie et modalités de réalisation des missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante)
- Code de la santé publique en vigueur (notamment article R 1334-29-3)



G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

132 RUE BOSSUET

69006 LYON

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent en raison de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite

100 56 602 0312 08

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2



- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011

- Recherche de plomb dans l'eau

- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments conformément au décret 2021-821 du 25/06/2021 ;

A l'exclusion de - toute immixtion en maîtrise d'œuvre ou préconisation technique portant sur des ouvrages visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil ; des missions de contrôle technique visées par le Code de la Construction et de l'Habitation ; des missions relevant de bureau d'études pour les ouvrages relevant des articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie

- Etude Capacitaire

- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 8 décembre 2023

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 5493 Version 003

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur HENTZEN-FORESTIER Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Energie avec mention	Energie avec mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 24/11/2021 - Date d'expiration : 23/11/2028
Termes	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 22/12/2021 - Date d'expiration : 21/12/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 10/03/2023.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2010 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis - Arrêté du 21 novembre 2005 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 juin 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 5 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 24 décembre 2022 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18

ANNEXE

CARTOGRAPHIE DES ZONES ET SECTEURS D'EXAMEN VISUEL

Les informations notées sur les cartographies comprennent au plus :

- **Les zones et secteurs :**

Les zones sont délimitées par des traits continus de couleur (cf. légende)

Les secteurs, s'ils existent, sont délimités par des traits discontinus de couleur (cf. légende)

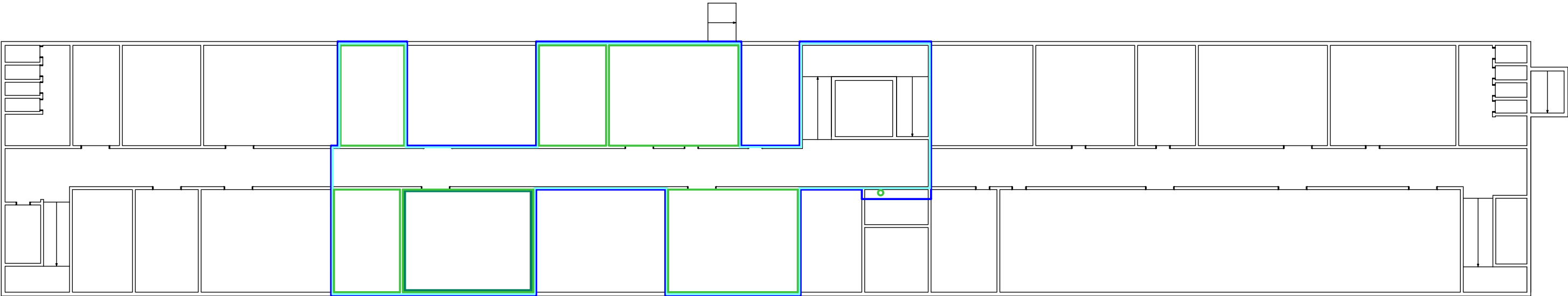
- **Les matériaux ayant fait l'objet d'un traitement (retrait, encapsulage) ou en place :**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs selon leur statut (cf. légende)

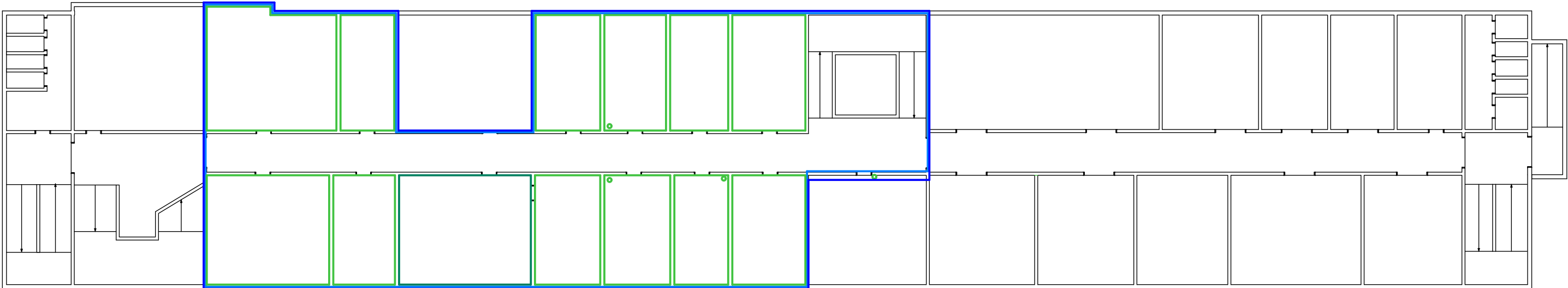
- **Les zones hors champ de la mission**




Elles sont identifiées par des zones grisées (cf. légende)

ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		1	

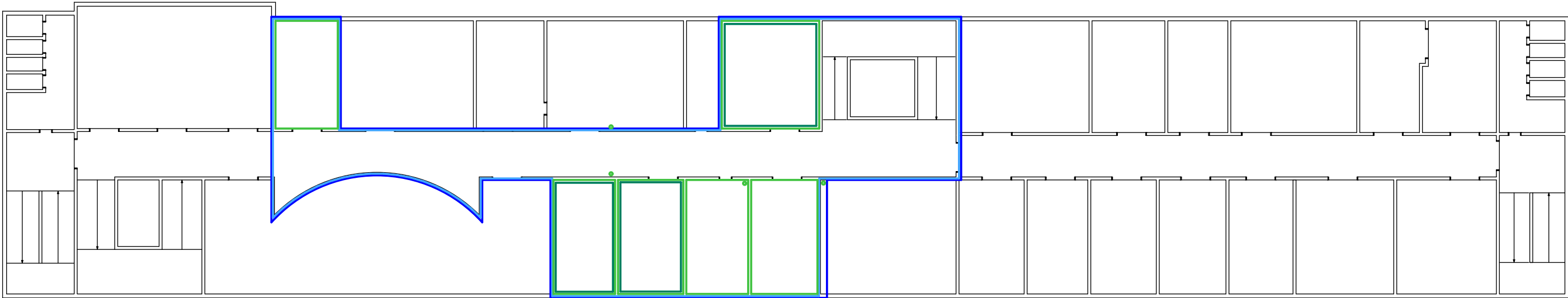





ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		2	



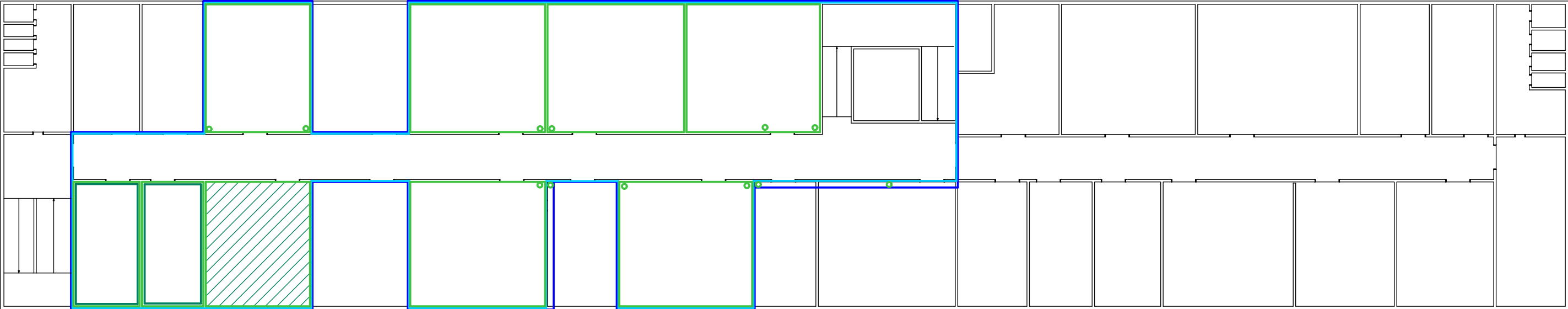
MPCA ET MPSCA DÉPOSÉS PAR L'ENTREPRISE DE DÉSAMANTAGE		
Type	Descriptif	Légende
Enduit	Enduit mural platreux	
Colle	Colle ciment de plinthe	
Conduit	Conduit fibres ciment	

ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		3	




MPCA ET MPSCA DÉPOSÉS PAR L'ENTREPRISE DE DÉSAMIANTAGE		
Type	Descriptif	Légende
Enduit	Enduit mural platreux	
Colle	Colle ciment de plinthe	
Conduit	Conduit fibres ciment	

ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1		4	



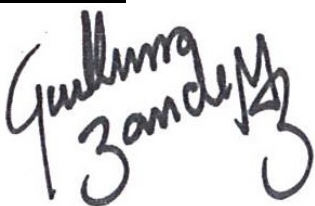
RAPPORT DE LA SECONDE ETAPE DE L'EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITEES APRES TRAVAUX DE TRAITEMENT DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

NB : Ce document doit entraîner systématiquement la mise à jour du Dossier Technique Amiante, ou le cas échéant du Dossier Amiante Parties Privatives.

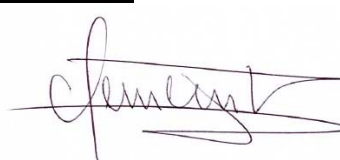
Référence rapport	56637-1	Commande : BDC02939 du 08/02/2024	
Adresse du site	31, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE		
Type	Immeuble de bureaux		
Chantier / Zone(s) de retrait	MJA CNRS - JOSEPH AIGUIER / Zone 1 - Aile Ouest		
Date de construction / Permis de construire	Avant 1997		
Localisation	Bât : C - MJA / CNRS Etage : RDC au R+3		
N° de lot(s) copropriété	Q7744		
Références client	Immeuble : CNRS-Bâtiment C		

Propriétaire	CNRS Campus Joseph Aiguier 31 Chemin Joseph Aiguier 13402 MARSEILLE
Donneur d'ordre	CNRS Campus Joseph Aiguier 31, Chemin Joseph Aiguier, 13009 Marseille
Maître d'oeuvre	Sans Objet (absence/non constatation de Maîtrise d'œuvre sur l'opération)
Entreprise de travaux de retrait de MPCA	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Opérateur d'examen visuel	BANDE Guillermo - Certification n° CPDI 6477 Délivrée par ICERT - Parc Edonia - Bat G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Grégoire - Date de validité : 30/08/2029
Date(s) des opérations d'examen visuel	Le 09/02/2024, Constat de la première étape de l'examen visuel (avant déconfinement) Le 12/02/2024, à 10h00 Constat de la 2ème étape de l'examen visuel (après déconfinement)
Date du rapport	12/02/2024

Rédacteur : BANDE Guillermo



Vérificateur : CLEMENT Jean-Michel





Historique des mises à jour		
Date	Objet	Modifications
12/02/2024	Création rapport	Sans objet

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A. Conclusion générale	3
Référence du constat de la 1 ^{ère} étape : Qualitat 56637-1 du 09/02/2024	3
Conclusions :	3
<input checked="" type="checkbox"/> Conforme	3
<input type="checkbox"/> Conforme avec Remarques	3
<input type="checkbox"/> Non-Conforme	3
B. Contexte de réalisation de l'examen visuel	4
1. Documents fournis	4
2. Conditions d'accompagnement	4
C. Zones examinées – Réserves et observations	5
1. Liste des zones et locaux examinés	5
2. Zones et locaux non visités	5
3. Validation du traitement des remarques de la première étape	5
4. Signalement de désordres flagrants liés à la dépose du confinement	5
5. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission	5
6. Constatations diverses	5
D. Conditions générales de la mission	6
1. Objet et procédure de la mission	6
2. Limite de mission et de responsabilité	6
3. Références réglementaires et normatives	6
E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.	7



A. Conclusion générale

Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ;

Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme NF X 46-021

Référence du constat de la 1^{ère} étape : Qualitat 56637-1 du 09/02/2024

Conclusions :

- ☒ Conforme
- ☐ Conforme avec Remarques
- ☐ Non-Conforme

Les références des matériaux indiquées dans le présent rapport sont issues du ou des rapport(s) de repérage suivants :

- Rapport de repérage n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NiceDiagnostic le 15/05/2023
-

Périmètre de la zone de traitement :

- Les zones examinées dans ce rapport sont celles qui ont fait l'objet des plans et schémas des surfaces à traiter ainsi que du plan de retrait ou d'encapsulage fournis par le donneur d'ordre, à savoir :

Zone	Matériau traité	Référence mat.	Quantités
Zone 1 : AILE OUEST RDC, R+1, R+2 et R+3	Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)	158, 159, 266,222,225,226, 231, 233,276,224,229,327...	1676m ²
	Retrait de conduit fibres-ciment (MPCA)	136, 137, 138, 139, 140, 141...	67ml
	Retrait de colle ciment de plinthes (MPCA)	092, 152, 286...	121ml
	Retrait de linoléum + colle (MPCA)	032	40m ²

Observations :

- Aucune action corrective n'a été émise à l'issue du contrôle visuel de première étape, la zone ne présentant pas de non-conformité (ex : présence de matériau toujours en place prévu dans les plans des surfaces à traiter ou le plan de retrait...).
- Après dépose du confinement, aucune anomalie susceptible de remettre en cause la conformité de l'examen visuel n'a été observée (matériaux prévus dans le plan de retrait occultés derrière ou au droit de la limite du confinement).



B. Contexte de réalisation de l'examen visuel

1. Documents fournis

Les documents cochés ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre, son représentant ou l'entreprise, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Contrat d'examen visuel et son éventuel CCTP
- ☒ Rapport de repérage amiante avant travaux n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NiceDiagnostic le 15/05/2023
- ☐ Dossier technique « Amiante »
- ☒ Les plans ou schémas des surfaces à traiter
- ☐ Contrat/CCTP de travaux et ses annexes et éventuels avenants
- ☒ Plan de retrait des MPCA référence : N°P2023122103R par la société Ecolex le (date non constatée)
- ☐ Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise
- ☐ Rapport de mesure d'empoussièrement de la zone de retrait objet de l'examen visuel

2. Conditions d'accompagnement

Les intervenants cochés ci-dessous étaient présents pendant la durée de notre intervention, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Entreprise de travaux : Chef d'équipe ECOLEX
- ☐ Maître d'œuvre : /
- ☐ Autre : /
- ☐ Pas d'accompagnateur



C. Zones examinées – Réserves et observations

1. Liste des zones et locaux examinés

ZONE 1 – AILE OUEST

Du RDC au R+3

2. Zones et locaux non visités

Locaux non visités	Justification
NEANT	

3. Validation du traitement des remarques de la première étape

- Sans objet car pas de remarque lors de la première étape

4. Signalement de désordres flagrants liés à la dépose du confinement

- NEANT

5. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission

- NEANT

6. Constatations diverses

- NEANT



D. Conditions générales de la mission

1. Objet et procédure de la mission

- Notre mission consiste à procéder à un examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante, externe à l'entreprise, mandaté par le Donneur d'Ordre des Travaux. L'examen objet du présent rapport correspond à la seconde étape de l'examen visuel c'est-à-dire après dépose du confinement par l'entreprise de travaux, et fait suite à une première étape d'examen réalisée avant dépose du confinement qui a donné lieu à la rédaction d'un constat précédemment transmis.
- Modalités de la deuxième étape d'examen visuel :

L'opérateur d'examen visuel vérifie que le nettoyage a été effectué et l'absence de désordre flagrants constatés après repli du confinement. Ce constat porte sur l'ensemble de la zone de traitement, en particulier les surfaces découvertes suite à la dépose du confinement. L'opérateur d'examen visuel vérifie la levée des éventuelles remarques émises lors de la première étape de l'examen visuel.

2. Limite de mission et de responsabilité

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti ou de l'ouvrage pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage. L'opérateur a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité et uniquement les zones concernées par les travaux et définies par le donneur d'ordre.
- Les quantités indiquées dans le rapport sont des ordres de grandeur estimés. Ainsi, la responsabilité de QUALITAT EXPERTISES ne saurait être engagée si ces quantités ne correspondaient pas aux quantités réelles présentes ou traitées sur l'ouvrage.
- Cette mission n'est pas une prestation de contrôle au sens de la NF P 03-100. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises est celle d'un prestataire de services, assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée, dans le cadre de la mission confiée, pour une mauvaise conception ou exécution en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises ne se substitue pas aux responsabilités incombant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au chef d'établissement ou à l'entreprise de travaux. Cette dernière garde une responsabilité entière sur les mesures relatives à la protection de son personnel.
- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

3. Références réglementaires et normatives

- NORME AFNOR NF X 46-021 de septembre 2021 (contenu, méthodologie et modalités de réalisation des missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante)
- Code de la santé publique en vigueur (notamment article R 1334-29-3)



E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

132 RUE BOSSUET

69006 LYON

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite

100 52 602031208

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2



- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011

- Recherche de plomb dans l'eau

- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments conformément au décret 2021-821 du 25/06/2021 ;

A l'exclusion de - toute immixtion en maîtrise d'œuvre ou préconisation technique portant sur des ouvrages visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil ; des missions de contrôle technique visées par le Code de la Construction et de l'Habitation ; des missions relevant de bureau d'études pour les ouvrages relevant des articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie

- Etude Capacitaire

- Mesurage d'empoussièrément en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 8 décembre 2023

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Guillermo BANDE**, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat **I-CERT**
- N° de certificat **CPDI 6477 Version 005**
- Certificats délivrés jusqu'au :
 1. Amiante mention : **30/08/2029**
 2. Amiante sans mention : **30/08/2029**
 3. CREP : **27/03/2030**
 4. Termites : **27/06/2030**

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à SALON DE PROVENCE

Le 12/09/2023

Signature



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI6477 Version 005

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BANDE MAZAR-BARNETT Guillermo

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 31/08/2022 - Date d'expiration : 30/08/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 31/08/2022 - Date d'expiration : 30/08/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 28/03/2023 - Date d'expiration : 27/03/2030
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 28/06/2023 - Date d'expiration : 27/06/2030

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 28/06/2023.

(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18

RAPPORT DE LA SECONDE ETAPE DE L'EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITEES APRES TRAVAUX DE TRAITEMENT DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

NB : Ce document doit entraîner systématiquement la mise à jour du Dossier Technique Amiante, ou le cas échéant du Dossier Amiante Parties Privatives.

Référence rapport	56637-2	Commande : BDC02939 du 08/02/2024
Adresse du site	31, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE	
Type	Immeuble de bureaux	
Chantier / Zone(s) de retrait	MJA / CNRS – JOSEPH GARNIER / ZONE 2 – AILE EST	
Date de construction / Permis de construire	< 1997	
Localisation	Bât : C – MJA / CNRS Etage : RDC au R+3	
N° de lot(s) copropriété	Q7744	
Références client	Immeuble : CNRS-Bâtiment C	



Propriétaire	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Donneur d'ordre	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Maître d'œuvre	Ou Sans Objet (absence de Maîtrise d'œuvre sur l'opération)
Entreprise de travaux de retrait de MPCA	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Opérateur d'examen visuel	HENTZEN-FORESTIER Julien - Certification n° CPDI 5493 Délivrée par ICERT - Parc Edonia - Bat G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Grégoire - Date de validité : 27/11/2024
Date(s) des opérations d'examen visuel	Le 06/03/2024, à 15h30, Constat de la première étape de l'examen visuel (avant déconfinement), Le 20/03/2024, à 8h30, Constat de la seconde étape de l'examen visuel (après déconfinement)
Date du rapport	20/03/2024

Rédacteur : HENTZEN-FORESTIER Julien

Vérificateur : CLEMENT Jean-Michel



Historique des mises à jour		
Date	Objet	Modifications
20/03/2024	Création rapport	Sans objet

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A. Conclusion générale	3
Référence du constat de la 1 ^{ère} étape : Qualitat 56637-2 du 07/03/2024	3
Conclusions :	3
<input type="checkbox"/> Conforme	3
<input checked="" type="checkbox"/> Conforme avec Remarque(s)	3
<input type="checkbox"/> Non-Conforme	3
B. Contexte de réalisation de l'examen visuel	4
1. Documents fournis	4
2. Conditions d'accompagnement	4
C. Zones examinées – Réserves et observations	5
1. Liste des zones et locaux examinés	5
2. Zones et locaux non visités	5
3. Validation du traitement des remarques de la première étape	5
4. Signalement de désordres flagrants liés à la dépose du confinement	5
5. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission	5
6. Constatations diverses	5
D. Conditions générales de la mission	6
1. Objet et procédure de la mission	6
2. Limite de mission et de responsabilité	6
3. Références réglementaires et normatives	6
E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité	7



A. Conclusion générale

Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ;

Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme NF X 46-021

Référence du constat de la 1^{ère} étape : Qualitat 56637-2 du 07/03/2024

Conclusions :

☐ Conforme

☒ Conforme avec Remarque(s)

☐ Non-Conforme

Les références des matériaux indiquées dans le présent rapport sont issues du ou des rapport(s) de repérage suivants :

- Rapport de repérage n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NICEDIAGNOSTIC le 15/05/2023.

Périmètre de la zone de traitement :

- Les zones examinées dans ce rapport sont celles qui ont fait l'objet des plans et schémas des surfaces à traiter ainsi que du plan de retrait ou d'encapsulation fournis par le donneur d'ordre, à savoir :

Zone	Matériau traité	Référence mat.	Quantités
Zone 2 : AILE EST RDC, R+1, R+2 et R+3	Retrait d'enduit mural plâtreux (MPCA)	252, 253, 256, 258, 218, 270 à 274, 049, 220, 048, 323, 221, 275, 047, 046, 278, 283, 284, 285, 298, 159, 158, 160, 301, 162, 242, 243, 336, 244	1676m ²
	Retrait de conduit fibre-ciment (MPCA)	127, 128, 131, 136 à 144	67ml
	Retrait de colle ciment de plinthes (MPCA)	368, 387, 384, 385, 151, 152, 368, 384, 385, 387, 284, 285,	121ml
	Retrait de linoléum + colle (MPCA)	179	40m ²

Observations :

- Après dépose du confinement, aucune anomalie susceptible de remettre en cause la conformité de l'examen visuel n'a été observée (matériaux prévus dans le plan de retrait occultés derrière ou au droit de la limite du confinement).
- Les reprises ponctuelles et non répétitives instruites auprès de l'entreprise de travaux à l'issue de la première étape de l'examen ont bien été réalisées avant la seconde étape :
 - Suppression de résidus de colle de plinthe.



B. Contexte de réalisation de l'examen visuel

1. Documents fournis

Les documents cochés ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre, son représentant ou l'entreprise, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Contrat d'examen visuel et son éventuel CCTP
- ☒ Rapport de repérage amiante avant travaux n°23/NICEDIANGOSTIC/0150 réalisé par la société NICEDIAGNOSTIC le 15/05/2023
- ☐ Dossier technique « Amiante »
- ☒ Les plans ou schémas des surfaces à traiter
- ☐ Contrat/CCTP de travaux et ses annexes et éventuels avenants
- ☒ Plan de retrait ou d'encapsulation de MPCA ou mode opératoire, ses annexes et ses éventuels avenants n°P2023122103R réalisé par la société ECOLEX le 12/21/2023
- ☐ Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise
- ☐ Rapport de mesure d'empoussièrement de la zone de retrait objet de l'examen visuel

2. Conditions d'accompagnement

Les intervenants cochés ci-dessous étaient présents pendant la durée de notre intervention, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☐ Entreprise de travaux : M Mohamed BENDRAD – Opérateur – société ECOLEX
- ☐ Maître d'œuvre :
- ☐ Autre :
- ☐ Pas d'accompagnateur



C. Zones examinées – Réserves et observations

1. Liste des zones et locaux examinés

ZONE 2 – AILE EST :

Du RDC au R+3

2. Zones et locaux non visités

Locaux non visités	Justification
NEANT	

3. Validation du traitement des remarques de la première étape

- Rappel des remarques émises :
 - Colle de plinthe résiduelle en place : Traitement validé

4. Signalement de désordres flagrants liés à la dépose du confinement

- NEANT

5. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission

- NEANT

6. Constatations diverses

- NEANT



D. Conditions générales de la mission

1. Objet et procédure de la mission

- Notre mission consiste à procéder à un examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante, externe à l'entreprise, mandaté par le Donneur d'Ordre des Travaux. L'examen objet du présent rapport correspond à la seconde étape de l'examen visuel c'est-à-dire après dépose du confinement par l'entreprise de travaux, et fait suite à une première étape d'examen réalisée avant dépose du confinement qui a donné lieu à la rédaction d'un constat précédemment transmis.
- Modalités de la deuxième étape d'examen visuel :

L'opérateur d'examen visuel vérifie que le nettoyage a été effectué et l'absence de désordre flagrants constatés après repli du confinement. Ce constat porte sur l'ensemble de la zone de traitement, en particulier les surfaces découvertes suite à la dépose du confinement. L'opérateur d'examen visuel vérifie la levée des éventuelles remarques émises lors de la première étape de l'examen visuel.

2. Limite de mission et de responsabilité

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti ou de l'ouvrage pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage. L'opérateur a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité et uniquement les zones concernées par les travaux et définies par le donneur d'ordre.
- Les quantités indiquées dans le rapport sont des ordres de grandeur estimés. Ainsi, la responsabilité de QUALITAT EXPERTISES ne saurait être engagée si ces quantités ne correspondaient pas aux quantités réelles présentes ou traitées sur l'ouvrage.
- Cette mission n'est pas une prestation de contrôle au sens de la NF P 03-100. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises est celle d'un prestataire de services, assujetti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée, dans le cadre de la mission confiée, pour une mauvaise conception ou exécution en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises ne se substitue pas aux responsabilités incombant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au chef d'établissement ou à l'entreprise de travaux. Cette dernière garde une responsabilité entière sur les mesures relatives à la protection de son personnel.
- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

3. Références réglementaires et normatives

- NORME AFNOR NF X 46-021 de septembre 2021 (contenu, méthodologie et modalités de réalisation des missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante) et son amendement NF X 46-021/A1 de février 2024
- Code de la santé publique en vigueur (notamment article R 1334-29-3)



E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

132 RUE BOSSUET

69006 LYON

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent en raison de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite

100 56 6202312 08

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2



- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau
- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments conformément au décret 2021-821 du 25/06/2021 ;

A l'exclusion de - toute immixtion en maîtrise d'œuvre ou préconisation technique portant sur des ouvrages visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil ; des missions de contrôle technique visées par le Code de la Construction et de l'Habitation ; des missions relevant de bureau d'études pour les ouvrages relevant des articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 8 décembre 2023

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Julien HENTZEN-FORESTIER**, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat **I-CERT**
- N° de certificat **CPDI5493 Version 003**
- Certificats délivrés jusqu'au : 27/11/2024
 - Amiante : **27/11/2024**
 - Amiante mention : **27/11/2024**
- Certificats délivrés jusqu'au : 21/12/2028
 - Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment : **21/12/2028**
- Certificats délivrés jusqu'au : 08/03/2030
 - Energie sans mention (DPE) : **08/03/2030**
 - Energie avec mention (DPE) : **08/03/2030**
- Certificats délivrés jusqu'au : 23/11/2028
 - Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb : **23/11/2028**

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY

Le 13/03/2023

Signature



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 5493 Version 003

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur HENTZEN-FORESTIER Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Energie avec mention	Energie avec mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 24/11/2021 - Date d'expiration : 23/11/2028
Termes	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 22/12/2021 - Date d'expiration : 21/12/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 10/03/2023.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification Ou Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18

RAPPORT DE L'EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITEES APRES TRAVAUX DE TRAITEMENT DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

NB : Ce document doit entraîner systématiquement la mise à jour du Dossier Technique Amiante, ou le cas échéant du Dossier Amiante Parties Privatives.

Référence rapport	56637-3	Commande : BDC02939 du 08/02/2024
Adresse du site	31, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE	
Type	Immeuble de bureaux	
Chantier / Zone(s) de retrait	MJA / CNRS – JOSEPH AIGUIER / TOITURE	
Date de construction / Permis de construire	< 1997	
Localisation	Bât : C – MJA / CNRS Etage : ELEMENTS EXTERIEURS / TOITURE TERRASSE	
N° de lot(s) copropriété	Q7744	
Références client	Immeuble : CNRS-Bâtiment C	

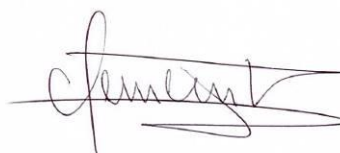


Propriétaire	CNRS Campus Joseph Aiguier 31, Chemin Joseph Aiguier 13402 MARSEILLE
Donneur d'ordre	CNRS Campus Joseph Aiguier 31, Chemin Joseph Aiguier 13402 MARSEILLE
Maître d'œuvre	Sans Objet (absence de Maîtrise d'œuvre sur l'opération)
Entreprise de travaux de retrait de MPCA	ECOLEX TECHNOLOGIES 500, avenue de la Roche Fourcade - ZI de Saint Mitre 13400 AUBAGNE
Opérateur d'examen visuel	HENTZEN-FORESTIER Julien - Certification n° CPDI 5493 Délivrée par ICERT - Parc Edonia - Bat G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Gregoire - Date de validité : 27/11/2024
Date(s) des opérations d'examen visuel	09/02/2024 8h30
Date du rapport	20/03/2024

Rédacteur : HENTZEN-FORESTIER Julien



Vérificateur : CLEMENT Jean-Michel





Historique des mises à jour		
Date	Objet	Modifications
20/03/2024	Création rapport	Sans objet

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A.	Conclusion générale.....	3
B.	Contexte de réalisation de l'examen visuel	4
1.	Documents fournis	4
2.	Conditions d'accompagnement	4
C.	Zones examinées – Réserves et observations	5
1.	Liste des zones et locaux examinés	5
2.	Zones et locaux non visités.....	5
3.	Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission ..	5
4.	Constatations diverses.....	5
D.	Examen détaillé.....	6
1.	Critères de conformité.....	6
2.	Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés.....	7
E.	Planche photos	8
F.	Conditions générales de la mission	9
1.	Objet et procédure de la mission	9
2.	Limite de mission et de responsabilité	9
3.	Références réglementaires et normatives	9
G.	Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.....	10

Annexe : Cartographie des zones et secteurs d'examen visuel



A. Conclusion générale

Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 ;

Les références des matériaux indiquées dans le présent rapport sont issues du ou des rapport(s) de repérage suivants :

- Rapport de repérage n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par NICEDIAGNOSTIC le 15/05/2023.

Périmètre de la zone de traitement :

- Les zones examinées dans ce rapport sont celles qui ont fait l'objet des plans et schémas des surfaces à traiter ainsi que du plan de retrait ou d'encapsulage fournis par le donneur d'ordre, à savoir :

Zone	Matériau traité	Référence mat.	Quantités
Zone 1 : TOITURE TERRASSE	Retrait de conduit fibre-ciment (MPCA)	136, 137, 138, 139, 140, 141...	67ml

Observations :

- **Le présent examen visuel a été réalisé en une étape unique :**
 - Absence de confinement : le niveau d'empoussièrement attendu et le mode d'intervention de l'entreprise de travaux de traitement ne nécessitait pas l'installation d'un confinement ou la mise en place de films de propreté.
- Aucune action corrective n'a été émise à l'issue de l'examen, la zone ne présentant pas de non-conformité (ex : présence de matériau toujours en place prévu dans les plans des surfaces à traiter ou le plan de retrait...).
- L'ensemble de la zone présentait un niveau de propreté correct, sans poussières en dépôt ou suspension.



B. Contexte de réalisation de l'examen visuel

1. Documents fournis

Les documents cochés ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre, son représentant ou l'entreprise, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Contrat d'examen visuel et son éventuel CCTP
- ☒ Rapport de repérage amiante avant travaux n°23/NICEDIAGNOSTIC/0150 réalisée par la société NICEDIAGNOSTIC le 15/05/2023
- ☐ Dossier technique « Amiante »
- ☒ Les plans ou schémas des surfaces à traiter
- ☐ Contrat/CCTP de travaux et ses annexes et éventuels avenants
- ☒ Plan de retrait ou d'encapsulation de MPCA ou mode opératoire, ses annexes et ses éventuels avenants n° P2023122103R par la société ECOLEX le 12/21/2023
- ☐ Document écrit d'autocontrôle de l'entreprise
- ☐ Rapport de mesure d'empoussièrement de la zone de retrait objet de l'examen visuel

2. Conditions d'accompagnement

Les intervenants cochés ci-dessous étaient présents pendant la durée de notre intervention, en respect des conditions préalables définies par la norme NF X 46-021 :

- ☒ Entreprise de travaux : M Mohamed BENDRAD – Opérateur – société ECOLEX
- ☐ Maître d'œuvre :
- ☐ Autre :
- ☐ Pas d'accompagnateur



C. Zones examinées – Réserves et observations

1. Liste des zones et locaux examinés

ÉLÉMENTS EXTERIEURS :

TOITURE TERRASSE

2. Zones et locaux non visités

Locaux non visités	Justification
NEANT	

3. Matériaux ou produits contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante détectés hors cadre de mission

- NEANT

4. Constatations diverses

- Le périmètre de la zone de retrait consiste en 1 zone et 2 secteurs détaillés au regard de la nature et de l'étendue des MPCA à traiter conformément aux préconisations de la norme NF X 46-021 (cf. tableaux au paragraphe F.1).



D. Examen détaillé

1. Critères de conformité

Les critères de conformités sont définis dans le paragraphe 5 de la norme NF X 46-021.

Le constat de l'examen visuel réalisé porte sur l'état des surfaces traitées après travaux de retrait ou sur la mise en œuvre du procédé d'encapsulation retenu. Ce constat s'appuie sur les catégories de constat suivantes détaillées ci-dessous.

❖ Cas des travaux de retrait

Catégories de constat

Constat 1 : absence de surface traitée (retrait du MPCA et de son support) ;
Constat 2 : absence de résidus de MPCA ;
Constat 3 : présence de résidus incrustés de MPCA (ponctuels ou non) ;
Constat 4 : présence de résidus libres de MPCA ;
Constat 5 : présence de MPCA non traité alors qu'il aurait dû l'être ;
Constat 6 : présence de résidus libres de MPCA de façon ponctuelle et non répétitive.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Classe de la surface traitée	Conforme	Non Conforme	Conforme avec Remarque(s)*
SD : MPCA et son support déposés	1	5	6
A1 : support lisse à surface continue	2	4 ou 5	6
A2 : support lisse à surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5	6
B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue	2 ou 3	4 ou 5	6
B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue	2 ou 3	4 ou 5	6

❖ Cas des travaux d'encapsulation

Catégories de constat

Constat 7 : application sur la totalité de la surface à traiter et, le cas échéant, protections jointives et jointoyées ;
Constat 8 : non-application sur tout ou partie de la surface à traiter et, le cas échéant, protections non-jointives ou non-jointoyées en tout ou partie ;
Constat 9 : présence de résidus libres de MPCA ou de défauts mineurs d'application du procédé d'encapsulation, dans les deux cas de façon ponctuelle et non répétitive.

Critères de conformité au résultat attendu

Pour chaque élément constructif homogène identifié dans chacun des secteurs, le constat de conformité est établi selon le tableau ci-dessous :

Procédé d'encapsulation	Conforme	Non Conforme	Conforme avec Remarque(s)*
E1 : encoffrement	7	8	9
E2 : doublage	7	8	9
E3 : fixation par revêtement	7	8	9
E4 : imprégnation	7	8	9

* : La formulation de remarque(s) due(s) à la présence ponctuelle et non répétitive de résidus libres de MPCA ou de défauts mineurs d'application du procédé d'encapsulation ne peut s'appliquer qu'à l'issue de la 1^{ère} étape d'un examen visuel prévu en 2 étapes. Dans le cas d'un examen réalisé en une étape unique, ce type de constat entraîne la non-conformité du traitement et nécessite un nouvel examen après reprises par l'entreprise.



2. Constats d'états des surfaces traitées des secteurs examinés

Zone 1 – Secteur 1													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)*	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)*	
Conduit fibre-ciment	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés	A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue					E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation			
<u>Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :</u>													
Néant													

* La formulation de remarque(s) due(s) à la présence ponctuelle et non répétitive de résidus libres de MPCA ou de défauts mineurs d'application du procédé d'encapsulage ne peut s'appliquer qu'à l'issue de la 1^{ère} étape d'un examen visuel prévu en 2 étapes. Dans le cas d'un examen réalisé en une étape unique, ce type de constat entraîne la non-conformité du traitement et nécessite un nouvel examen après reprises par l'entreprise.

Zone 1 – Secteur 2													
MPCA	Eléments constructifs homogènes	Catégorie de constat telle que définie au 5.5.1 de la norme (Retrait)							Catégorie de constat telle que définie au 5.5.2 de la norme (Encapsulage)				Résultat C, NC, R
		Classe de surface traitée	1 Absence de surface traitée	2 Absence de résidus	3 Résidus incrustés	4 Résidus libres	5 MPCA non traité	6 Résidus libres ponctuels et non répétitifs Remarque(s)*	Procédé d'encapsulage	7 Traitement terminé	8 Traitement non terminé	9 Résidus libres / Défauts de mise en place ponctuels et non répétitifs Remarque(s)*	
Conduit fibre-ciment	Plancher bas	B1	-	X	-	-	-	-	-	-	-	-	CONFORME
SD : MPCA et support déposés	A1 : support lisse à surface continue A2 : support lisse à surface discontinue		B1 : support avec pores ou aspérités et surface continue B2 : support avec pores ou aspérités et surface discontinue						E1 : encoffrement E2 : doublage		E3 : fixation par revêtement E4 : imprégnation		
Observation(s) / Non-conformité(s) / Remarque(s) :													
Néant													

* La formulation de remarque(s) due(s) à la présence ponctuelle et non répétitive de résidus libres de MPCA ou de défauts mineurs d'application du procédé d'encapsulage ne peut s'appliquer qu'à l'issue de la 1^{ère} étape d'un examen visuel prévu en 2 étapes. Dans le cas d'un examen réalisé en une étape unique, ce type de constat entraîne la non-conformité du traitement et nécessite un nouvel examen après reprises par l'entreprise.



E. Planche photos

Retrait de conduit fibre-ciment (MPCA)





F. Conditions générales de la mission

1. Objet et procédure de la mission

- Notre mission consiste à procéder à un examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante, externe à l'entreprise, mandaté par le Donneur d'Ordre des Travaux. Cet examen est réalisé en une étape unique en l'absence de confinement ou à la suite de la dépose du confinement par l'entreprise de travaux.
- Modalités de l'examen visuel :

Une visite générale initiale porte sur l'ensemble de la zone de traitement, visant à déceler la présence de résidus de MPCA tels que fragments ou débris de MPCA. Elle permet de s'assurer que des MPCA ou des surfaces revêtues de MPCA n'ont pas été oubliés et que le nettoyage de la zone confinée a été effectué. Cette visite permet également de dresser la liste des éléments constructifs homogènes à examiner.

L'examen visuel doit être réalisé sur des surfaces sèches et sans aucun fixateur.

L'examen visuel est, sauf impossibilité technique, réalisé en lumière rasante, à l'aide d'une torche à forte luminosité. Si la vision directe n'est pas possible, un miroir ou tout autre moyen de vision indirecte sera utilisé.

L'examen détaillé est effectué dans des secteurs représentatifs des surfaces traitées définis par l'opérateur pour tenir compte des surfaces présentant un risque de présence de résidus plus importants, de chaque composant de construction homogène de la surface traitée, et d'un échantillonnage de fractions permettant de respecter les exigences minimales figurant dans les tableaux ci-dessous. Un secteur n'a pas de taille imposée.

La surface de la zone et l'étendue des MPCA traités prises en compte sont celles figurant dans les documents fournis par le donneur d'ordre (plans et schémas des surfaces à traiter, plan de retrait ou d'encapsulation, ...) :

Fractionnement par surface	
Surface traitée, en m ²	Fraction
De 0 à 200	La totalité
De 201 à 500	2 secteurs de 100 m ²
De 501 à 1000	4 secteurs de 100 m ²
Au-delà de 1000	5 secteurs de 100 m ² et un secteur supplémentaire de 100 m ² par tranche de 500 m ² au-delà de 1 000 m ²

Fractionnement par longueur	
Longueur en m	Fraction
De 0 à 30	La totalité
De 31 à 50	3 tronçons de 10 m
De 51 à 100	5 tronçons de 10 m
Au-delà de 100	5 tronçons de 10 m et un tronçon supplémentaire de 10 m par tranche de 100 m

Fractionnement par unité	
Unité	Fraction
Quel que soit le nombre d'éléments unitaires	La totalité des éléments

L'opérateur d'examen visuel enregistre dans une fiche de constat l'état de conformité des éléments constructifs de chaque secteur.

L'opération d'examen visuel ne s'arrête pas dès qu'un secteur est déclaré non conforme mais l'identification d'un secteur non conforme entraîne la non-conformité de l'ensemble de la zone de traitement.

2. Limite de mission et de responsabilité

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti ou de l'ouvrage pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage. L'opérateur a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité et uniquement les zones concernées par les travaux et définies par le donneur d'ordre.
- Les quantités indiquées dans le rapport sont des ordres de grandeur estimés. Ainsi, la responsabilité de QUALITAT EXPERTISES ne saurait être engagée si ces quantités ne correspondaient pas aux quantités réelles présentes ou traitées sur l'ouvrage.
- Cette mission n'est pas une prestation de contrôle au sens de la NF P 03-100. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises est celle d'un prestataire de services, assujéti à une obligation de moyens. Elle ne peut être recherchée, dans le cadre de la mission confiée, pour une mauvaise conception ou exécution en fonction de destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. La responsabilité de la société QUALITAT Expertises ne se substitue pas aux responsabilités incombant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au chef d'établissement ou à l'entreprise de travaux. Cette dernière garde une responsabilité entière sur les mesures relatives à la protection de son personnel.
- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

3. Références réglementaires et normatives

- NORME AFNOR NF X 46-021 de septembre 2021 (contenu, méthodologie et modalités de réalisation des missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante) et son amendement NF X 46-021/A1 de février 2024
- Code de la santé publique en vigueur (notamment article R 1334-29-3)



G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

132 RUE BOSSUET
69006 LYON

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite

11055620231208

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2



- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011

- Recherche de plomb dans l'eau

- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments conformément au décret 2021-821 du 25/06/2021 ;

A l'exclusion de - toute immixtion en maîtrise d'œuvre ou préconisation technique portant sur des ouvrages visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil ; des missions de contrôle technique visées par le Code de la Construction et de l'Habitation ; des missions relevant de bureau d'études pour les ouvrages relevant des articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie

- Etude Capacitaire

- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 8 décembre 2023

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Julien HENTZEN-FORESTIER**, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat **I-CERT**
- N° de certificat **CPDI5493 Version 003**
- Certificats délivrés jusqu'au : 27/11/2024
 - Amiante : **27/11/2024**
 - Amiante mention : **27/11/2024**
- Certificats délivrés jusqu'au : 21/12/2028
 - Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment : **21/12/2028**
- Certificats délivrés jusqu'au : 08/03/2030
 - Energie sans mention (DPE) : **08/03/2030**
 - Energie avec mention (DPE) : **08/03/2030**
- Certificats délivrés jusqu'au : 23/11/2028
 - Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb : **23/11/2028**

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY

Le 13/03/2023

Signature



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 5493 Version 003

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur HENTZEN-FORESTIER Julien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 28/11/2019 - Date d'expiration : 27/11/2024
Energie avec mention	Energie avec mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 09/03/2023 - Date d'expiration : 08/03/2030
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 24/11/2021 - Date d'expiration : 23/11/2028
Termes	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 22/12/2021 - Date d'expiration : 21/12/2028

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 10/03/2023.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des colles après travaux en présence de plomb et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2019 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis - Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 7 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev18

ANNEXE

CARTOGRAPHIE DES ZONES ET SECTEURS D'EXAMEN VISUEL

Les informations notées sur les cartographies comprennent au plus :

- **Les zones et secteurs :**

Les zones sont délimitées par des traits continus de couleur (cf. légende)

Les secteurs, s'ils existent, sont délimités par des traits discontinus de couleur (cf. légende)

- **Les matériaux ayant fait l'objet d'un traitement (retrait, encapsulage) ou en place :**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs selon leur statut (cf. légende)

- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones grisées (cf. légende)

ELEMENTS EXTERIEURS / TOITURE TERRASSE

ZONES & SECTEURS			
Zone(s)		Secteur(s)	
1	<div></div>	1	<div></div>
		2	<div></div>

